

LES HÉRITAGES SOCIALISTES À L'ÉPREUVE DES DYNAMIQUES URBAINES À VARSOVIE : ENTRE "BANALISATION" ET PATRIMONIALISATION

Lydia Coudroy de Lille

In :
Paul Gradvohl (dir.),
L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions

p. 35-53

Prague, CEFRES, 2011.
ISBN : 978-80-86311-23-4

Pour citer cet article :

Lydia COUDROY DE LILLE, « Les héritages socialistes à l'épreuve des dynamiques urbaines à Varsovie : entre "banalisation" et patrimonialisation », *in* : Paul Gradvohl (dir.), *L'Europe médiane au XXe siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions*. Prague, CEFRES, 2011, p. 35-53.

LES HÉRITAGES SOCIALISTES À L'ÉPREUVE DES DYNAMIQUES URBAINES À VARSOVIE : ENTRE "BANALISATION" ET PATRIMONIALISATION

Lydia COUDROY de LILLE

Université de Lyon, (Lumière Lyon 2), UMR 5600 Environnement Ville Société

> « C'est nous, nous seuls qui pouvons nous priver de notre identité, par la dégradation de la langue que nous utilisons, par l'architecture minable que nous laissons réaliser, par le manque de respect pour le paysage culturel, pour nos monuments (…) ; par la construction de nouveaux monstres de la consommation, nous nous transformons en pays mondialisé le plus banal qui soit ».
>
> Václav Havel, *Libération*, 25 avril 2007

Introduction

Václav Havel, déplorant les transformations de l'environnement culturel et spatial de son pays au milieu des années 2000, y voit une menace pour l'identité tchèque, diluée dans une banalité globalisée. Ce cri d'alarme rend compte de mutations brutales des paysages des villes de l'ancien bloc de l'Est après le tournant systémique de 1989. Ce dernier constitue une rupture de plus dans des villes qui pourtant en ont connu beaucoup : les changements de frontières, les revirements politiques et idéologiques, ainsi que les guerres mondiales, sont autant d'événements qui ont laissé des traces durables dans l'espace. Elles se sont traduites par la destruction physique du bâti, des pertes matérielles et humaines considérables, des déplacements de population, l'instauration de nouveaux styles architecturaux, des dénominations toponymiques, l'érection ou

l'arasement de monuments. Les villes d'Europe médiane, soumises à une vulnérabilité d'ordre géopolitique, ont plus que d'autres lieux absorbé ces chocs : sous la nécessité d'un éternel recommencement, leurs paysages rendent ainsi compte parfois d'un certain désordre spatial dû à ces bifurcations imposées et brutales.

Au cours du second vingtième siècle, les ruptures spatiales et paysagères ont la particularité d'être clairement articulées à des tournants politiques et idéologiques, au point que dans la langue russe par exemple, les catégories de l'habitat sont communément désignées selon une périodisation politique[1]. Autre singularité, aussi bien en URSS que dans l'ensemble du bloc de l'Est : le pouvoir politique énonce les ruptures architecturales et urbanistiques avant que celles-ci ne soient transcrites dans l'espace. Il en va ainsi aux racines mêmes de la révolution bolchevique qui promettait de changer le mode de vie à travers les réalisations architecturales[2], et en Europe de l'Est, lors de deux moments majeurs : l'entrée dans le réalisme socialiste, qui en 1949 correspond à la stalinisation politique des États, ainsi que son abandon après le rapport Khrouchtchev[3]. La bifurcation de 1989 fait exception : nul discours n'est venu annoncer la fin d'un mode de production urbaine ou d'une esthétique architecturale, alors que tous les cadres en avaient été bouleversés. N'était-il pas implicitement clair que désormais, la main invisible du marché allait les remplacer et combler ce vide doctrinal ? Ce non-dit inaugural, le silence politique qui accompagna le tournant urbain sont déterminants quant au devenir des héritages urbains de la période socialiste.

Car ceux-ci constituent parfois dans ces villes la majeure partie du bâti. Certains sont des lieux exceptionnels, et ce à deux titres : d'une part à cause des fonctions culturelles ou politiques qu'ils remplissaient au service du pouvoir (maisons du Parti, palais présidentiels, bâtiments de la police politique…) ; et, d'autre part, presque toutes les capitales des États socialistes, et surtout l'URSS, abritaient des « monuments comme nos ennemis ne peuvent en imaginer même en rêve », pour reprendre l'expression de Sergueï

1 On y parle d'habitat « stalinien », « khrouchtchevien » ou « brejnevien ».

2 Voir Anatole Kopp, *Ville et révolution*, Paris, Seuil, (coll. Points), 1972², 317 p. ; et *id.*, *Changer la vie, changer la ville*, Paris, 10/18, 507 p.

3 Voir Anders Aman, *Architecture and ideology in Eastern Europe during the Stalin Era: an Aspect of Cold War History*, New York, Architectural History Foundation/Cambridge, Mass., MIT Press,1992, 365 p.

Kirov[4] : des mausolées, des statues, des bâtiments ou des quartiers monumentaux qui confèrent à ces villes une identité visuelle, paysagère commune. "Édifiants" au sens littéral du terme car chargés d'exprimer la magnificence et la grandeur du régime, ils structuraient l'espace par leur situation stratégique, leur verticalité, voire leur altitude[5]. D'autres héritages de la période socialiste sont plus ordinaires, mais non moins importants par la superficie qu'ils occupent, à l'instar des grands ensembles d'habitation ou des complexes industriels[6].

Il reste de l' "événement" 1989 des images fortes, dont le franchissement puis l'arasement du mur de Berlin, mais aussi de ces statues, symboles figés d'un monde abattu[7]. La mise à bas des pouvoirs autoritaires s'est traduite par la destruction cathartique des traces architecturales des "politiques symboliques" dans les anciens pays socialistes[8]. Mais, bien entendu, une part majoritaire de ce qui fut construit sous la période socialiste demeure, incluant des édifices fonctionnels ou résidentiels, publics ou passés dans le domaine privé. Dans un premier temps, ils n'ont guère retenu l'attention, et ils coexistent désormais avec des formes urbaines nouvelles. Après vingt ans de transformations paysagères radicales, notamment dans les métropoles les plus soumises aux pressions économiques, on propose ici d'analyser comment l'espace urbain a "digéré" la rupture historique dans ses formes, comment il a intégré ou non les héritages morphologiques de l'épisode socialiste. Cette lecture de l'articulation entre temporalités et spatialité revient à se demander si et comment la société a construit une mémoire collective sur son passé socialiste[9]. Elle prend pour objet Varsovie, ville plus "socialiste" que d'autres en Europe centrale, puisque presqu'entièrement détruite pendant la guerre.

---

4 Voir Anatole Kopp, *L'architecture de la période stalinienne*, Grenoble, PUG, 1985, 414 p.

5 On pense à la statue de Staline à Prague, dont la construction et la destruction sont décrites avec sagacité dans le roman de Mariusz Szczygieł, *Gottland*, Paris, Actes Sud, 2009.

6 Voir Frédéric Dufaux & Annie Fourcaut (dir.), *Le monde des grands ensembles*, Paris, Creaphis, 2004, 255 p.

7 Voir Berthold Unfried, « La muséification du "socialisme réel" », *Communications*, n° 55, 1992, p. 23-42, disponible aussi sur le site www.persee.fr.

8 Voir Roman Krakovsky, « Politiques symboliques : à l'est, du nouveau », *La Nouvelle Alternative*, vol. 20, n° 66-67, 2005, p. 203.

9 Voir Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris. Albin Michel, 1997 [1950], 295 p.

Pour ce faire, nous proposons d'analyser le devenir de ces héritages sous l'angle de ce que nous appellerons leur "banalisation". Dans la langue courante, ce mot désigne l' « action de rendre ou de devenir banal, ordinaire, d'entrer dans les mœurs » ainsi que la « suppression de toutes marques distinctives »[10]. Nous reprenons ces deux dimensions, et entendons par là un processus social et spatial à l'œuvre autour de ces héritages du socialisme. La banalisation consiste tout d'abord en une mise à distance des héritages socialistes, par la construction d'un écart entre ces objets et le contexte historique et idéologique de leur naissance. Leur identité (morphologique et/ou sociale) s'en trouve alors altérée, et glisse vers une sorte d'indifférenciation : ces lieux perdent leur caractère d'exception ; leur solennité, leur tragédie, deviennent ainsi acceptables[11]. D'autre part, la banalisation consiste aussi à rendre des objets invisibles (dans leur environnement). La visibilité d'un objet dans l'espace n'est pas entendue ici comme un attribut objectif, mais un construit social : elle réside dans le regard que la société veut ou peut lui porter. Un objet urbain peut devenir invisible s'il est occulté lui-même morphologiquement, si son environnement change au point d'attirer le regard sur d'autres objets, s'il devient obsolète au point de tomber dans l'oubli, et bien entendu s'il est démoli. Mais la destruction physique d'un objet ne garantit pas plus son "invisibilisation" que le contraire[12].

Ainsi, cet article vise à analyser comment la société polonaise en est venue à rendre invisibles certains "hauts lieux" du régime déchu dans sa capitale, par quels procédés, et quel rôle joue ce processus dans la construction d'une identité et d'une urbanité post-socialistes. On présentera tout d'abord les conditions et les modalités de la banalisation, avant d'en proposer des éléments d'interprétation.

[10] Dictionnaire *Le Petit Robert*, édition 2009.

[11] Voir Lydia Coudroy de Lille, Milena Guest, « Towards 'banalization' ? Trans-forming the legacies of the post-socialist city », *in* : A. Kliems, M. Dmitrieva (ed.) *The Post-Socialist city. Continuity and change in Urban Space and Imagery,* Berlin, Jovis, p. 34-51.

[12] Dans les procédures de renouvellement urbain, la destruction physique d'immeubles est au contraire médiatisée de manière spectaculaire, ce qui augmente la visibilité de la friche qui en résulte. Et parfois, on tente de restituer, même au moyen des technologies virtuelles, des formes matérielles qui ont disparu : le mur de Berlin peut se visiter au moyen d'audio-guides restituant la forme du mur virtuellement.

FACTEURS ET PROCESSUS DE BANALISATION DES HÉRITAGES SOCIALISTES

Décentralisation et métropolisation comme cadres du développement urbain

L'irruption de l'économie de marché, qu'elle ait été rapide, sous la forme de la thérapie de choc, ou plus graduelle, a eu des conséquences très notables sur les capitales des anciens pays de l'Est. Celles-ci ont connu une tertiarisation accélérée, née à la fois du déclin relatif de l'industrie et de la demande de services nouveaux, destinés aux entreprises et aux ménages. Dans un espace libéré de la contrainte d'une planification spatiale socialiste, la tertiarisation a réactivé la loi de la rente foncière. La densification des centres est une expression spatiale majeure des transformations systémiques dans les villes post-socialistes, au profit des activités métropolitaines de services qui se sont concentrées dans le centre-ville. À Varsovie, celles-ci ont investi les nombreuses friches urbaines dues à des décennies de sous-investissements urbains dans une ville dévastée par la guerre[13]. Ces tendances de fond se sont exercées sous de faibles contraintes politiques ou réglementaires. En effet, la démocratisation a contribué à une redéfinition des rôles des différents niveaux administratifs. Elle consiste surtout en une décentralisation de compétences, de l'État vers les communes, chargées dès 1990 de gérer leur patrimoine foncier et immobilier, mais sans guère de ressources pour faire face à ces nouvelles tâches[14]. Ce déséquilibre, associé à un fort rejet de la réglementation urbanistique au début des années 1990 et à la complexité de la restitution foncière, explique la profusion désordonnée de l'immobilier d'affaires, témoin de la liberté de manœuvre des entrepreneurs face à des élus locaux peu armés pour lutter contre

[13] Voir Lydia Gaudray, ép. Coudroy de Lille, « Varsovie, ville capitale », *in* : Violette Rey (dir.), *Territoires centre-européens. Dilemmes et défis*, Paris, La Découverte, 1998, p. 232-244.

[14] Voir Lydia Coudroy de Lille, « Métropolisation et démocratie locale à Varsovie », *in* : Violette Rey, Lydia Coudroy de Lille & Emmanuelle Boulineau (dir.), *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 133-149, paru aussi sous forme de fichier électronique (Paris, L'Harmattan & Bagneux, Numilog, DL 2004) ; et aussi Bohdan Jałowiecki, *Globalny świat metropolii* [Le monde global des métropoles], Varsovie, Scholar, 2007, 183 p.

les pressions économiques[15]. Ce contexte de restructuration laissait donc peu de place aux considérations mémorielles pour l'architecture socialiste, et permit à celle-ci de se fondre ou de disparaître du paysage par morceaux.

Processus de banalisation

De différentes manières, certains éléments hérités de l'urbanisation socialiste ont été mis à l'écart dans le paysage urbain, de façon plus ou moins radicale, énoncée, volontaire, ou théâtralisée. On prendra appui ici sur quelques exemples majeurs du paysage varsovien.

En premier lieu, parallèlement au démantèlement "purificatoire" de statues et monuments et à des dénominations toponymiques spectaculaires, la plupart des bâtiments administratifs ont été dépossédés de leur signalétique idéologique (faucille et marteau, étoiles rouges). Mais ils ont en général conservé leurs fonctions d'origine. Cette décommunisation symbolique les fait ainsi entrer dans une sorte d'indifférenciation tolérable, même s'ils étaient de purs produits du réalisme socialiste. Le plus souvent, toutefois, des bâtiments publics ont été réutilisés partiellement ou en totalité pour d'autres fonctions. Au moment où la voilure administrative s'est réduite pour des raisons budgétaires et structurelles, on a pu ainsi mettre sur le marché des parties de bâtiments au bénéfice de sociétés privées. Au début des années 1990, lorsque l'immobilier de bureaux n'avait pas encore livré suffisamment d'immeubles neufs, ces mètres carrés en centre-ville étaient une denrée précieuse.

Le Palais de la Culture et des Sciences, célèbre "don" de l'URSS à Varsovie, a connu ce sort. Construit entre 1952 et 1955 (conçu par l'architecte soviétique Lew Rudniew), ce bâtiment inspiré de l'université de Moscou abritait pendant la période communiste de nombreuses infrastructures de spectacles (salle des Congrès, trois théâtres, un cinéma), le Palais de la Jeunesse et une piscine. Le tronc de la tour était occupé par des instituts scientifiques et politiques (l'Académie des Sciences, l'Institut du Marxisme Léninisme, etc.). Face aux coûts d'entretien des infrastructures techniques vétustes, la ville de Varsovie, devenue gestionnaire du

[15] Voir Magdalena Staniszkis, « Varsovie : le chaos urbain, signe de la transition », *in* : Ewa Bérard & Corine Jaquand (dir.), *Architectures au-delà du mur. Berlin-Varsovie-Moscou*, Paris, Picard, 2009, p. 124-134.

Palais en 1990, a été amenée à céder une partie des 123 000 m² à des sociétés (banques) et à une université privée (en 1997).

On est alors proche ici du concept d'obsolescence architecturale, c'est-à-dire comme « un décalage, un désajustement irréversible entre des formes spatiales ou urbaines et des pratiques sociales »[16]. Ce processus n'a rien de spécifique au post-socialisme : il est au cœur des temporalités urbaines où s'entrecroisent des rythmes décalés, ce qui finit toujours par faire émerger de tels écarts entre formes et fonctions/usages. À la temporalité séculaire de la morphologie du bâti, s'opposent les rythmes plus rapprochés des évolutions politiques, économiques, sociales[17]. Dans ce cas de figure, la transformation du Palais a été largement débattue en impliquant l'opinion publique, notamment lors du premier (mais non dernier) concours architectural en 1992. Il est notable toutefois que le résultat de ce concours n'a pas été appliqué, ce qui n'a pas entravé les mutations économiques de l'édifice et de ses abords (Fig. 1).



Figure 1 : L'ancienne tribune de la place des Défilés au pied du Palais de la Culture : un parking aujourd'hui (LCdL 2009).

[16] Voir Isabelle Chesneau, « De l'équilibre anticipé à la coexistence des différences. L'obsolescence des immeubles de bureaux », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 92, p. 131-139, disponible en version électronique : http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Chesneau_ARU-97.pdf.

[17] Voir Bernard Lepetit & Denise Pumain, *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993, 316 p.

La perte de puissance idéologique ou symbolique de bâtiments entiers se produit également lorsque leur environnement seul change, sans qu'eux-mêmes ne soient modifiés. Ainsi, l'absence de réglementation urbanistique et la libéralisation du commerce privé ont permis après 1990 une soudaine invasion de l'espace public par du commerce de rue, de la restauration rapide dans des kiosques. Les parvis, les trottoirs des larges avenues conçues pour les défilés de masse se sont trouvés tout indiqués pour une occupation plus ou moins temporaire et légale d'un commerce de rue prolifique.

La place des Défilés, gigantesque esplanade de 250 m de long au pied du Palais de la Culture et des Sciences (PKiN[18]) fut le théâtre des principales pulsations politiques de la Pologne contemporaine depuis sa naissance en 1955. Elle a accueilli les dignitaires du parti communiste lors de chaque célébration, les chars de l'armée polonaise pendant l'état de guerre (1981), la messe célébrée par Jean-Paul II en 1987… À partir des années 1990 elle fut envahie par du commerce de bazar en plein air. La mairie parvint à canaliser celui-ci dans des kiosques disgracieux, et dans deux halles en tôle installées en 1993 à titre provisoire[19]. Après de multiples atermoiements dans ses négociations avec le propriétaire des halles, la ville n'a obtenu leur fermeture que fin 2008. L'accès au palais de la culture fut pendant ce temps entravé par l'accumulation de hangars et de kiosques en tôle et le paysage enlaidi par les marquages publicitaires installés jusque sur la façade du PKiN (fig.2). Cette absence d'aménagement et le triomphe de l'économie informelle dans l'hyper-centre de la capitale alimentent le discours sur le chaos urbain et sur la "tiers-mondisation" de la capitale polonaise[20]. La "désacralisation" de cet espace est ici totale, via le marché, sous la forme du petit commerce individuel, puis du nouveau capitalisme polonais. La prolifération confuse de nouveaux gratte-ciels aux abords du PKiN, de bannières et de bâches publicitaires qui recouvrent des façades entières achève de donner une touche post-moderne au paysage varsovien et rend le palais invisible selon certaines perspectives. C'était du reste ce que

[18] Pałac Kultury i Nauki.

[19] L'une abritait des micro-boutiques individuelles, l'autre un supermarché de la principale chaîne polonaise, fondée par le propriétaire de ces deux halles métalliques. Celui-ci est parvenu au sommet des grandes fortunes polonaises dans les années 1990.

[20] Voir Sławomir Gzell, *Krajobraz architektoniczny Warszawy końca XX wieku* [Le paysage architectural de Varsovie à la fin du XX^e siècle], Varsovie, Akapit-DTP, 2002, 276 p.

proposait le premier plan d'aménagement des abords du PKiN de 1992 qui tendait à occulter le Palais : une nouvelle artère circulaire devait l'enserrer, bordée de tours plus élevées que l'édifice stalinien.



Figure 2 : Le commerce de bazar et le supermarché sur la place des Défilés (LCdL 1997 et 2009).

La municipalité de Varsovie ne parvient pas à juguler la prolifération publicitaire dans l'espace public, légale ou surtout illégale. Des bâtiments entiers, autrefois considérés comme des marqueurs forts du paysage, comme les immeubles staliniens des grandes artères du centre-ville, peuvent ainsi pendant des mois se trouver bâchés, sans que ces toiles publicitaires ne masquent des travaux de ravalement (Fig.3).



Figure 3 : L'invasion publicitaire sur les façades d'immeubles des années 1950 (LCdL 2009)

Enfin, depuis longtemps déjà, l'expérience socialiste a été muséifiée et livrée à la consommation touristique. Cela a commencé par la création de sites rassemblant les symboles déchus du socialisme, à l'instar du parc des statues en 1993 à Budapest[21]. Ont suivi des musées historiques, chargés de transmettre une mémoire du socialisme, traitée le plus souvent sous l'angle de l'oppression[22]. On observe dans quelques cas un regain d'intérêt pour les lieux hérités du socialisme réel, hérités et réaménagés, voire reconstitués à des fins touristiques (comme la visite virtuelle du mur de Berlin). Mais l'offre touristique s'est désormais étendue aux lieux, aux espaces habités, dans lesquels on peut revivre une parcelle d'expérience socialiste, ou plutôt sa représentation consumériste, et cette fois-ci de manière totalement banalisée, car dédramatisée. Dans le quartier Nowa Huta, pur produit du réalisme socialiste à Cracovie, un appartement "témoin" et un tour en Trabant sont proposés aux touristes[23]. Le libéralisme pragmatique, amusé et triomphant, met à distance les formes urbaines et les objets socialistes "déclassés", en les recyclant dans les pratiques touristiques.

Mais la banalisation à l'œuvre depuis une vingtaine d'années a produit des effets ambigus : des lieux dépossédés de leur charge symbolique et idéologique ont pu ainsi disparaître dans le chantier de la "modernisation" urbaine sans émouvoir l'opinion, jusqu'à un certain point. La société polonaise se pose désormais la question d'un patrimoine socialiste.

LA BANALISATION… ET APRÈS ?

« Du passé faisons table rase ». La démolition des héritages socialistes

Le contexte de transformation systémique procède non seulement par renversement des valeurs, mais également par la destruction des lieux qui les incarnent. Plusieurs édifices datant du socialisme ont été détruits, pour des raisons techniques ou économiques, laissant place à de nouveaux immeubles de bureaux ou des commerces le plus souvent. Ce processus de renouvellement urbain spontané a

[21] Voir Péter Apor, « Le "socialisme à visage humain" : le parc des statues à Budapest », *La Nouvelle Alternative*, vol. 20, n° 66-67, 2006, p. 189-193.

[22] On peut citer le musée du Communisme à Prague (2001), la maison de la Terreur à Budapest (2002), le musée de l'Occupation à Tallinn (2003).

[23] Voir http://www.crazyguides.com/pl/

contribué à faire disparaître une partie du tissu urbain des années 1950 à 1980, sous la pression des investisseurs, ou bien parce que les modes de vie, les structures de l'emploi avaient évolué. Ainsi, des bâtiments industriels, après fermeture, sont passés à l'état de friche urbaine. La plupart du temps, la démolition a néanmoins pour but de rentabiliser un investissement.

À Varsovie, le cinéma Moskwa, construit en 1948, bâtiment imposant par son volume, sa modernité, son large parvis, et les deux statues de lion à son entrée, a été fermé puis démoli au milieu des années 1990 pour laisser place à un immeuble comprenant des bureaux, une galerie commerciale et un multiplexe appelé Silver Screen (Fig.4). Le nouveau bâtiment, au ras du trottoir, a perdu toute monumentalité, et a suscité des commentaires acerbes venus du milieu architectural local. L'affaire a fait d'autant plus de bruit que ce bâtiment est associé à une célèbre photo prise au lendemain de l'instauration de l'état de guerre le 13 décembre 1981. On y voit sous la neige un char d'assaut montant la garde sur le parvis du cinéma orné de l'affiche géante du film *Apocalypse now* ! Sorti du pays "sous le manteau", ce cliché du photographe Chris Niedenthal a fait le tour du monde et eut droit aux honneurs de la presse internationale. D'autres cinémas ont été démolis : le Kino Praga (1950, arch. J. Bogusławski) en 2005, remplacé par un cinéma, le Kino Skarpa (1960), malgré la tentative de sauvetage de la société des architectes polonais[24]. Fortement menacés par leur position souvent centrale, et en-dehors des procédures de classement, beaucoup d'autres cinémas témoins du modernisme polonais d'après-guerre sont déjà fermés, et promis à terme à la démolition.

À l'époque où le cinéma Moskwa a été démoli, la contestation est demeurée relativement limitée à un cercle de spécialistes. Il n'en fut pas de même lors de la destruction du premier magasin en libre service ouvert en Pologne (en 1962) appelé Supersam (arch. E. et M. Krasinski). La démolition fut imposée pour des raisons techniques de mise en sécurité. Produit du "soc-modernisme" post-1956, Supersam était une institution. Mais il n'était pas inscrit à l'inventaire des bâtiments historiques, et sans chercher à résorber les avanies techniques, le propriétaire du bâtiment — qui était en 2005 un fonds d'investissement — se hâta de le fermer pour le

[24] Cette fois-ci, il ne sera pas remplacé par un autre cinéma, mais par un immeuble résidentiel.

détruire en 2007. À sa place sera construite une nouvelle galerie commerciale.



Figure 4 : L'immeuble remplaçant le Kino Moskwa (LCdL 2009)

De la banalisation à la préservation : vers un patrimoine contemporain ?

On est entré aujourd'hui dans une phase de questionnement sur la légitimité morale, historique et esthétique des héritages socialistes, à travers une réflexion sur le sens et les conséquences de leur démolition. Après avoir été rabaissés au rang de simples objets posés sur des parcelles dont seule la valeur marchande comptait, ces édifices sont désormais considérés comme des témoins d'une époque de l'histoire urbaine. Des mouvements de réaction face aux destructions, venus du monde des architectes, relayés par la presse, et trouvant écho dans l'opinion publique et politique, cherchent à hisser une partie de ces héritages en patrimoine. Cette inflexion correspond en effet aux démolitions contestées car, comme l'a établi Françoise Choay, le patrimoine n'émerge que lorsqu'un objet, qu'il soit naturel ou social, est perçu comme menacé de disparition[25].

[25] Voir Françoise Choay, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Le Seuil, 1992.

Il n'est pas anodin que ce débat naisse à Varsovie. Cette ville si singulière — car presqu'entièrement reconstruite après la Seconde Guerre mondiale, donc *a priori* sans patrimoine ancien — a un rapport à l'architecture socialiste différent des villes "historiques" d'Europe centrale comme Cracovie ou Prague. En 2001, l'Association des architectes polonais (la SARP) a suscité la naissance d'une commission pour la protection du patrimoine architectural et urbain de la période 1945-65. Elle a transmis en 2003 au gouvernement une liste de 77 bâtiments contemporains à inscrire au registre, dont le PKiN. Une exposition organisée en 2004 sur ce sujet présenta des projets très passionnels. Symbole de l'alignement sur le modèle soviétique, le PKiN devait être renversé selon certains, et pour d'autres transformé en musée du communisme et de ses crimes. L'architecte Czesław Bielecki proposa d'en démolir une aile pour la remplacer par une tour plus haute que son sommet actuel ; soutenue par Lech Kaczyński, l'idée ne s'est jamais concrétisée, faute de moyens notamment[26].

Le contexte était en effet celui de l'élection présidentielle de 2005 qui porta à la tête de l'État Lech Kaczyński. Le 2 février 2007, le PKiN fut néanmoins déclaré monument historique. Les défenseurs de cette décision la justifient car « c'est le symbole d'une époque qui mérite d'être préservé, même s'il suscite des souvenirs liés au régime soviétique » et au titre d'une « mise en garde contre des systèmes totalitaires »[27]. Cette décision, attendue après les mouvements qui agitaient l'opinion depuis quelques années, reçut un écho très défavorable du côté des milieux proches du nouveau Président, qui avait axé sa campagne sur la décommunisation de la Pologne. Une lettre signée par soixante-dix personnalités lui fut destinée ; elle s'indignait qu'on place sous la protection de l'État un édifice qui symbolisait la dépendance de la Pologne à l'égard de l'Union Soviétique. L'opinion des professionnels comme du public est très partagée. Pour l'heure, le bâtiment trône toujours au cœur du centre-ville, et même plus que jamais : le nouveau plan d'aménagement des abords du PKiN, daté de 2009, ne prévoit plus de le masquer par un anneau de tours, mais associe des

[26] Mais le ministre des Affaires étrangères Radosław Sikorski proposait en 2009 de tout raser et de le remplacer par un espace vert.

[27] Propos de l'architecte Stefan Kurylowicz rapportés par Maja Zoltowska, « Le palais de Varsovie, histoire classée » *Libération*, 28 février 2007, disponible en ligne à l'adresse : http://www.liberation.fr/monde/010995321-le-palais-de-varsovie-histoire-classee (consulté le 11 novembre 2010).

constructions de hauteurs différentes, disposées de telle sorte que des gratte-ciels formeront une assise derrière le Palais, tandis que d'autres, plus bas[28] ménageront une perspective devant lui.

L'inquiétude des architectes polonais représentés par la SARP porte désormais tout autant — voire davantage — sur des objets "ordinaires", plus fragiles car porteurs de moins d'enjeux, qui pourraient disparaître du paysage ou se dégrader rapidement (le quartier d'habitations MDM des années 1950, des cinémas, et de nombreux bâtiments de l'administration d'État sont sur la liste de la SARP).

ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION

Du signal au foisonnement : temporalité et spatialité de la ville post-socialiste

La ville du socialisme réel s'incarnait finalement selon deux types d'espaces : des espaces ordinaires, d'une usante monotonie, et des hauts lieux, signaux annonciateurs d'une rupture, symbolisant l' "événement" historique (statues, bâtiments monumentaux, larges avenues). Les temporalités de la ville socialiste opposaient également l'atonie du temps quotidien (à laquelle participaient la longue fermeture des commerces le week-end notamment, la faiblesse de l'éclairage, le contrôle de l'espace public) au faste des moments de célébration de masse envahissant quelques grandes artères ou places. Désormais, les héritages monumentaux du socialisme, quand ils ont résisté aux transformations systémiques, sont comme noyés sous une profusion immobilière, publicitaire, sous une abondance de nouvelles formes urbaines d'où disparaissent les anciens repères spatiaux. L'urgence à occuper les niches du marché, les interstices urbains, l'incapacité politique à domestiquer ces initiatives, se traduisent par une densification brouillonne des centres-villes, sans grande cohérence urbanistique (Fig. 5). La figure du chaos revient souvent sous la plume des commentateurs de l'architecture des villes post-socialistes[29] : elle rend compte du retour non maîtrisé de la loi

[28] Un musée d'art moderne notamment prendra la place restée vacante après le départ des halles commerciales.

[29] Voir Stanisław Ciesła, « Globalizacja i metropolizacja. Niektóre aspekty badań polskiej przestrzeni » [Globalisation et métropolisation. Quelques aspects d'analyse de l'espace polonais], *Studia Regionalne i Lokalne*, vol. 4, n° 4, 2000, p. 23-36, voir aussi http://www.studreg.uw.edu.pl/pdf/SRIL04/Art02.pdf (parfois défaillant) ;

de la rente foncière dans l'espace urbain. La banalisation réside à la fois dans le traitement réservé aux espaces hérités du socialisme (indifférenciation, invisibilité obtenue par une profusion morphologique), mais aussi dans la qualité de ce qui est construit autour d'eux ou à leur place : en l'occurrence, souvent des produits d'une architecture "globale" de qualité très inégale, comme dans d'autres capitales de la région[30], ce qui nous renvoie aux regrets exprimés par Václav Havel. D'autres, ailleurs, s'insurgent contre l'incapacité des sociétés post-socialistes à comprendre et préserver l' "énergie utopique" des réalisations urbaines issues du modernisme socialiste, et vont jusqu'à jeter un regard soupçonneux sur le recours au modèle de la "ville européenne densifiée"[31].

De la même manière, les temporalités de la ville post-socialiste ont obéi à une sorte d'indifférenciation par le marché : comme si on était passé d'un extrême à l'autre, à Varsovie, de nombreux commerces, y compris des hypermarchés, ignorent désormais les pauses nocturnes et dominicales, davantage que dans bien des villes d'Europe occidentale. Un calendrier festif et culturel renouvelé rythme enfin de manière plus animée le temps annuel dans la ville : elle y a gagné en urbanité. La banalisation de l'espace n'est donc qu'un des éléments des transformations des villes post-socialistes. Celles-ci passent à la fois par le traitement réservé aux traces du passé, mais aussi par les réalisations, les usages sociaux et économiques, les cadres politiques renouvelés de la ville.

mais aussi Magdalena Staniszkis, « Lekcja z ulicy Puławskiej » [La leçon de la rue Puławska] *in* : Sławomir Gzell (dir.), *Krajobraz architektoniczny Warszawy końca XX wieku* [Le paysage architectural de Varsovie à la fin du XX^{e} siècle], Varsovie, Akapit-DTP, 2002, p. 173-208 ; et enfin Sasha Tsenkova, *Urban mosaic of post-socialist Europe: space, institution, policy*, Heidelberg, Physica Verlag, 2006, 390 p.

30 Voir Ewa Bérard et Corine Jacquant, *op. cit.*

31 Voir Joachim Fischer, « La Prager Straße à Dresde. Sociologie architecturale d'un ensemble urbain utopique », *Histoire urbaine*, n° 25, 2009, p. 69-82.



Fig. 5 : Décommunisation et densification : deux fragments du grand ensemble Za Żelażną Bramą. Le monument aux héros de la République populaire de Pologne a été arasé en 1991 (LCdL, 1987, 2009).

Pourquoi patrimonialiser ?

La mise à distance et l'"invisibilisation" des héritages socialistes mènent ceux-ci dans deux directions opposées. D'un côté, elles accélèrent ou créent les conditions de leur réappropriation par la société et les intègrent au décor et aux pratiques spatiales. D'un autre au contraire, le lien se distend, l'objet devient invisible et peut alors se trouver arasé à la faveur de logiques foncières et spéculatives : il n'importait plus à personne. Dans le cas de Varsovie, cette trajectoire a suscité des réflexes de protection et de patrimonialisation à partir des années 2000 : l'opinion experte, politique et citoyenne a reconsidéré la place de cette architecture, mis en avant son statut de patrimoine, c'est à-dire de "bien commun".

En aurait-il été ainsi si aucune destruction n'avait eu lieu ? Comment interpréter ce changement de regard, qui évolue vers une patrimonialisation des héritages socialistes ? Notons tout d'abord que les édifices pour lesquels l'opinion s'est mobilisée ne sont pas des témoins d'une architecture "totalitaire", ce sont des lieux ordinaires. Or on peut penser que lorsque les rites, les objets, les lieux du quotidien socialiste sont ainsi mis en valeur, protégés, voire célébrés, alors ceux qui en furent les usagers ou les acteurs prennent conscience que leur "petit" quotidien participa lui aussi à l'expérience de la "grande histoire"[32]. Cette célébration redonnerait ainsi un statut d'acteurs aux "masses populaires". De même, un des nombreux forums de discussion lancé par le premier quotidien polonais *Gazeta* donnait, en 2009, l'occasion aux lecteurs de s'exprimer sur leur mode d'habitat préféré. Une majorité manifesta sa préférence pour le "bloc socialiste" alors que pullulent les lotissements fermés plus cossus. Qui aurait cru à une préférence sociale pour la barre en préfabriqué il y a vingt ans ? Ainsi, l'attachement aux formes spatiales héritées du socialisme peut être lu comme une sorte de revanche sociale — ou bien comme un point de repère — au terme de vingt ans de transformations brutales dont tous n'ont pas profité.

[32] Voir David Crowley, Susan Emily Reid (dir.), *Socialist spaces. Sites of everyday life in the Eastern bloc*, Oxford, New York, Berg, 2002, 259 p.

Par ailleurs, selon Michel Rautenberg,

> la mise en patrimoine du passé ne peut véritablement commencer que lorsque la page de l'histoire est tournée, alors que l'événement commémoré, l'édifice protégé ou l'activité célébrée ne sont plus dans l'actualité, [...] que le "deuil" s'est accompli et qu'une nouvelle interprétation du passé est possible[33].

Est-ce bien le cas ici ? L'exemple varsovien nous enseigne plutôt autre chose[34] : faute de considérer que le processus des transformations systémiques serait achevé depuis l'intégration de la Pologne dans l'Union européenne, on peut penser que l'attitude patrimoniale n'entérine pas l'assimilation du passé par la société polonaise, mais y contribue, y participe. Les débats acérés qui ont animé l'espace public polonais sur la protection patrimoniale du PKiN montrent que ces héritages ne constituent pas un bien "commun". L'acte patrimonial suppose l'existence d'une mémoire collective partagée, au sens où l'entendait Maurice Halbwachs, une mémoire commune[35], on en est à l'évidence encore loin. Toutefois, l'espace est partagé, ne serait-ce que parce qu'il est perçu, traversé, et (potentiellement) fréquenté par tous ; c'est pourquoi il est légitime que son utilisation, dans une Pologne démocratique, soit décidée de manière elle aussi démocratique. Loin d'être le seul décor de l'événement historique, ou le support de l'action de sociétés, l'espace est une médiation, au sens où l'entendait Henri Lefebvre, « un instrument politique intentionnellement manié »[36]. Il est donc au cœur de la construction d'une citoyenneté et d'une urbanité post-socialistes, y compris avec ses héritages socialistes.

---

[33] Voir Michel Rauterberg, *La rupture patrimoniale*, Grenoble, À la croisée, 2003, 173 p.

[34] Les processus de transformation urbaine, décrits ici à Varsovie, ne sont pas universels dans les pays de l'ancien bloc de l'Est : d'une part, les États et les sociétés adoptent une attitude diversifiée envers les traces de cette période d'urbanisation, d'autre part, les villes en abritent une quantité plus ou moins importante. Ainsi, l'attitude des Moscovites face à l'architecture soviétique, faite d'appropriation et d'une certaine fierté, et se traduisant par la restauration et le pastiche néo-staliniens à Moscou, tranche avec le cas de la capitale tchèque dont le centre-ville fut presque épargné par les transformations urbaines après 1945 et où les enjeux patrimoniaux sont naturellement dirigés vers la ville ancienne.

[35] Voir Maurice Halbwachs, *op. cit.*

[36] Voir Henri Lefebvre, *Le droit à la ville.* II, *Espace et politique*, Paris, Antropos, 1972, et avec une préface de Rémi Hess, même éditeur, 2000².

RÉSUMÉS

L'article analyse comment, en Pologne, les formes urbaines héritées du début de la période socialiste, qu'il s'agisse de lieux emblématiques de la République Populaire (Palais de la Culture, bâtiments administratifs) ou ordinaires (culturels ou commerciaux), ont été intégrées dans les transformations post-socialistes de la ville. Ces dynamiques spatiales sont rassemblées sous le terme de banalisation. Celui-ci comprend la mise à distance des lieux et leur indifférenciation par leur transformation fonctionnelle, l'invisibilisation par la profusion architecturale et la marchandisation de l'environnement urbain, ou encore la conversion de bâtiments « staliniens » à des usages touristiques. La banalisation des bâtiments se conclut parfois par leur arasement, surtout lorsqu'ils n'ont aucune portée politique (cinémas, supermarché). À Varsovie, de telles destructions, souvent remplacées par des investissements plus rentables, ont néanmoins suscité un mouvement de défense des architectes, si bien que la question de la patrimonialisation de l'architecture socialiste a envahi l'espace public dans les années 2000, et a débouché sur une loi en ce sens. Le texte s'interroge, pour conclure, sur l'interprétation à la fois des dynamiques de banalisation et sur les réactions patrimoniales qu'elles ont entraînées, et plus largement sur la contribution de ces héritages urbains à la construction d'une mémoire collective en Pologne.

Mots-clés : Ville post-socialiste ; Ville socialiste ; Héritage urbain ; Patrimoine ; Banalisation ; Ville ordinaire ; Mémoire collective ; Pologne ; Varsovie